

Comité Central d'Entreprise SNCF  
Séance du 23 novembre 2004.

Déclaration SUD-rail :

## Déclaration générale.

*Le 25 novembre, nous serons des dizaines de milliers de travailleurs/ses du rail à manifester dans les rues de Paris, à l'appel de toutes les fédérations syndicales. Ainsi, les cheminot-e-s démontreront leur opposition à la politique menée par la direction de l'entreprise.*

- Nous réaffirmerons notre opposition à la gestion par activités, outil essentiel d'éclatement du service public ferroviaire, qui a repris de plus belle malgré l'engagement de « suspendre » Cap Clients en avril 2001.
- Nous réaffirmerons notre opposition aux suppressions d'emplois qui se comptent par milliers et touchent tous les secteurs de l'entreprise.
- Nous redirons l'urgence de mesures salariales significatives, notamment en direction des plus basses catégories, car nos salaires, quand ils ne sont pas bloqués comme en 2003, évoluent moins vite que le coût de la vie, à l'image de ce qui s'est passé en 2004.
- Nous dénoncerons la course à la productivité qui frappe tous les services. Le plan « starter » continue à produire ses effets. La sécurité est de moins en moins bien assurée, car il faut « être rentable » ... au mépris des milliers d'accidenté-e-s du travail chaque année, au mépris même de la mort de cheminot-e-s au travail.
- Nous dénoncerons la précarité s'étend : à la place de cheminot-e-s bénéficiant du statut acquis par les luttes sociales passées, la direction essaie de généraliser l'emploi de contractuel-le-s, souvent en C.D.D., et créé de toutes pièces des filiales comme EFFIA pour confier les métiers de cheminots à des salariés de droit privé, avec le minimum de droits.

*Déjà, plusieurs luttes unitaires témoignent de l'exaspération générale et montrent qu'une autre voie est possible : celle qui débouche sur plus de justice sociale, moins d'inégalités, plus de service public, moins de précarité, plus d'emplois au statut, moins de chômeurs/ses ...*

## Ces actions se font sur des bases qui permettent de regrouper le plus grand nombre

- Refus du plan de suppression de 20% des vendeurs/ses par les agents commerciaux des gares et C.L.D. Cette saignée dans les effectifs de vendeurs va toucher toutes les activités voyageurs : Grandes Lignes (guichets et Centres Ligne Directe), Ile de France et TER.

En Ile de France, s'y ajoute le rejet par les agents du « nouveau métier Ile de France ». Un « nouveau métier » dont les composantes sont bien anciennes : flexibilité, polyvalence, suppressions d'emplois, gares fermées, ... et qui est déjà au cœur de plusieurs grèves en octobre, en novembre, bientôt en décembre.

- **Priorité à la sécurité, pour les agents de l'Équipement et du Transport.** Ce qui passe par l'abandon du projet STORP, une refonte de la politique de formation, ne plus substituer aux encadrants techniciens des « managers ».

Le « plan social Infra à l'instar du plan fret », que la direction a décidé mais qu'elle veut cacher, au point de mettre au pilon 190 000 exemplaires d'un numéro des « Infos » au titre trop explicite, renforce la nécessité pour les agents Infra de se mobiliser très rapidement, et fortement.

- **Abandon des projets de privatisation et externalisation, arrêt des restructurations d'ateliers du Matériel** qui se traduisent par des suppressions de postes, examen des charges de travail et des moyens nécessaires pour y faire face, reconnaissance de l'évolution des métiers, tout ceci a été réaffirmé, dans l'unité syndicale, lors de la journée d'action de la filière Matériel le 9 novembre.

- **Les discussions sur le métier Conduite** ne sont toujours pas finies. Confrontées à un front syndical unitaire la direction a fixé un nouveau rendez-vous le 24 novembre, rendez-vous qu'elle a reporté au 29. Actuellement, ses propositions demeurent largement insuffisantes. Lors du changement de service du 12 décembre, nombre de roulements vont subir de plein fouet les effets négatifs du « plan fret » de la direction. Et pendant ce temps, les projets de fusion de dépôts se poursuivent ... Les agents de conduite sont mobilisé-e-s. Pour eux aussi l'après 25 novembre sera décisif ...

- **Les personnels des Etablissements Commerciaux Trains** ont, ces dernières semaines, démontré que l'unité était possible dans beaucoup d'endroits. Au cœur

- **Les administratifs font les frais de l'éclatement et des multiples mutualisations.** Contre l'avis de toutes les organisations syndicales, au détriment du service rendu aux cheminots, la direction tel un rouleau compresseur, poursuit la destruction des pôles RH Elle s'attaque aussi à la spécialité GEF, au travers des mutualisations/suppressions et les menaces de filialisation pèsent toujours sur la spécialité informatique.
- **L'augmentation de la prime de travail est revendiquée par les agents de la SUGE** depuis des années. Il est temps d'y répondre positivement.
- **Par définition « non rentables », les secteurs médicaux et sociaux sont dans le collimateur** de la direction : établissements sociaux et cabinets médicaux ferment, le personnel est insuffisant, les qualifications non reconnues. Là aussi, il faut arrêter cette spirale !

des projets de création de filiales et de la mise en place du projet alliance, les ASCT et les personnels de commande refusent que leurs métiers soient bradés sur l'autel de la rentabilité. Ensemble, ils dénoncent la politique de casse du service public, le remplacement d'emplois au statut par des emplois précaires, ainsi que la recherche permanente d'une diminution des coûts portée par les seul(e)s cheminot(e)s. Les ASCT mettront tout en oeuvre pour que la dynamique se fasse en faveur des cheminots et se traduise par des avancées sur les effectifs (en inversant la chute de ces dernières années), sur les déroulements de carrière, sur la sûreté (en mettant tout en oeuvre accompagnement, prévention, politique tarifaire...) pour que les ASCT ne soient pas mis en situation de dangers par des décisions et des choix irresponsables.

## Toutes les filières, tous les cheminot-e-s sont concernées, ... même celles et ceux à qui on refuse le statut.

Ainsi, la direction SNCF a créé, il y a quelques années, une filiale de droit privé, EFFIA, pour lui confier un certain nombre d'activités, auparavant exercées par des cheminot-e-s. Au fil des années, son champ d'activité n'a cessé de s'étendre : aide aux handicapés, accueil ("gilets rouges"), salons Grands Voyageurs, portage, et maintenant, si nous laissons faire, accueil-embarquement, service à bord des trains, ...

La politique de la direction est claire : transférer vers des emplois précaires de droit privé un maximum de postes de cheminot-e-s au statut. Les salarié-e-s d'EFFIA ont décidé de revendiquer leur dû : « *puisque nous faisons un travail de cheminote-s, nous devons être cheminot-e-s* » La lutte qu'ils ont engagé est fondamentale. Il y a un enjeu pour les salarié-e-s d'EFFIA qui aspirent ainsi à sortir de la précarité, mais aussi pour tous les cheminot-e-s, car c'est ainsi que nous empêcherons la disparition progressive du statut de cheminot-e : en imposant que tous les travailleurs/ses du rail y aient droit !

A propos d'EFFIA, nous voulons ici dénoncer l'attitude scandaleuse de la direction SNCF la semaine dernière : une délégation de salarié-e-s de cette filiale, accompagnée de représentants des fédérations SUD-rail et CFDT a été reçue ... sur le trottoir, la direction RH refusant de laisser entrer une délégation de six personnes pour remettre les pétitions. Ces pétitions, signées par 80% du personnel, exigeaient leur intégration à la SNCF. Nous avons été reçus sur le trottoir ... alors que la veille il avait été convenu du principe de cette délégation ! C'est, et une réponse claire aux justes revendications des salarié-e-s d'EFFIA, et une brillante démonstration du souci d'amélioration du dialogue social côté direction !

## Il faut une entreprise unique pour le service public ferroviaire

La mise en sous-traitance des activités de nettoyage à la SNCF n'a été bénéfique pour personne : ni pour les usagers du service public qui circulent dans des trains et des gares trop souvent sales, ni pour les salariés des entreprises de sous-traitance qui subissent constamment la loi des passations de marchés toujours plus bas.

Autre exemple, le récent redécoupage des marchés de restauration ferroviaire a été fait pour casser l'unicité qui existait auparavant entre les réseaux et qui garantissaient un

minimum d'acquis sociaux aux salarié-e-s du secteur. C'est à cela que la direction SNCF a décidé de s'attaquer, en utilisant trois sociétés différentes.

Nettoyage ferroviaire, restauration ferroviaire, ... tout cela doit retrouver sa place dans une seule entreprise, un véritable service public ferroviaire. C'est aussi le meilleur moyen de défendre le statut des cheminot-e-s ... si nous laissons faire la direction, le statut existera toujours, mais il ne s'appliquera plus à personne !

## Avec idTGV "des trains privés" sur le réseau français, c'est possible !

idTGV a des conséquences directes sur certaines filières (Commercial Trains et Commercial Gares), à travers la précarisation de l'emploi que la direction veut imposer, en remplaçant des emplois de cheminot-e-s par des salarié-e-s de droit privé payé-e-s au rabais, via la filiale EFFIA.

La commercialisation d' idTGV sera confiée à une autre filiale de droit privée, créée pour l'occasion. Tout sera fait pour différencier cette nouvelle offre commerciale du reste de la SNCF : tarification particulière et "innovante", accueil et embarquement distincts de ceux des autres voyageurs, commercialisation impossible en gare,

aménagement des rames TGV avec un "look" spécifique, ...

La SNCF organise elle-même la concurrence ! L'expérimentation est prévue pour trois ans, c'est à dire jusqu'à la date prévue pour la "libéralisation" du trafic voyageurs par la Commission Européenne. Il s'agit tout simplement de montrer que "des trains privés" sur le réseau français, c'est possible !

Ce projet met en danger le contenu et l'avenir de notre service public : SUD-rail demande son retrait *sine die*. Nous devons nous mobiliser et construire un front commun unitaire pour que ce projet soit définitivement abandonné.

## N'est-il pas temps de coordonner toutes ces luttes ?

Le 25 novembre constitue un objectif clé, une date importante pour les rapports sociaux dans l'entreprise. SUD-rail réaffirme ici son souhait que cette manifestation nationale soit un grand succès.

**Pour SUD-rail, c'est une étape dans un processus.**

Il est nécessaire, après le 25, de faire le point dans tous les services, tous les sites ferroviaires et aussi entre les fédérations syndicales. L'ampleur

des attaques de la direction ne conduit pas à une prévention des conflits, au contraire.

La fédération SUD-rail pense que les conditions d'une action nationale intercatégorielle début décembre sont être réunies. C'est ce que nous voulons mettre en débat auprès de l'ensemble des cheminot-e-s bien sûr, avec nos camarades des autres organisations syndicales aussi car l'unité syndicale est un facteur déterminant pour la réussite.